

## EN COULISSES

### La fusion des académies à la croisée des chemins

Il devait l'être le 12 juin avant d'être retiré de l'ordre du jour. Sauf nouveau report, le projet de décret actant la fusion des académies normandes sera finalement soumis, le 9 juillet, au Comité technique interministériel de l'Éducation Nationale : une instance consultative où siège le ministre et les représentants des personnels. L'ambiance promet d'être tendue car localement, la fièvre ne semble pas retomber.

L'approche proposée par la nouvelle rectrice Christine Gavini consistant à maintenir quasiment tous les services en doublons à Rouen et à Caen constitue un chiffon rouge pour l'intersyndicale, toujours vent debout contre la fusion. Ce modèle dit en «bi-sites» ne durera qu'un temps, selon ses représentants. «Les autorités académiques inventent l'obsolescence programmée des services, tancent-ils. Le problème est de savoir quand on débranchera l'assistance respiratoire». Reste à voir si Jean-Michel Blanquer fera machine arrière.

### Le bras armé est musclé

Très attendu, le rapport d'audit de la Chambre régionale des comptes sur le Conseil régional devrait être rendu public prochainement. Les magistrats y tressent des lauriers à l'Agence pilotée par Alexandre Wahl, rapporte Hervé Morin qui dit avoir découvert des données encourageantes dans la copie de la CRC. Et notamment celle-ci : les entreprises accompagnées par l'ADN connaîtraient une croissance de plus de 20 %, dix fois plus forte que la moyenne régionale (c'est toujours Hervé Morin qui l'affirme sur la foi du rapport). Naturellement, le président y voit la démonstration de l'efficacité de son bras armé pour le développement économique.

### Comme une odeur de gaz

Pour Hubert Dejean de la Bâtie, c'est comme si c'était fait. Bien que cinq Régions, dont la nôtre, se soient portées candidates pour accueillir les prochaines assises nationales de l'hydrogène, la Normandie a toutes les chances d'arriver en pole position. «Nous avons reçu plus de trente lettres de soutien» affirme son VP environnement qui y voit «un très bon signe». L'hydrogène : un sujet qui monte fort en ce moment, qui plus est depuis la canicule.

## DATA

### Production d'énergie renouvelable

PRODUCTION ÉLECTRIQUE EN GWH	ÉOLIEN TERRESTRE	PHOTOVOLTAÏQUE	HYDRAULIQUE	BIOÉNERGIES*	ÉNERGIE MARÉMOTRICE
En Normandie (ORECAN 2017)	1 293	130	127	350	0
En France (CGDD 2017)	26 700	10 300	54 000	8 300	600
Part Normandie / France	5 %	1 %	0 %	4 %	0 %

PRODUCTION THERMIQUE EN GWH	BOIS ÉNERGIE	DÉCHETS	BIOGAZ	SOLAIRE THERMIQUE
En Normandie (ORECAN 2017)	6 609	1 015	185	26
En France (SDES 2016)	125 166	18 040	9 002	1 930
Part Normandie / France	5 %	6 %	2 %	1 %

Sources : In Atlas DREAL Normandie 2019 - \* Déchets renouvelables, papeterie, biogaz et biomasse



## SOMMAIRE

### Dossier

Les vertus émulsifiantes du Village by CA

P4

### Portrait

Frédéric Moncanq de Saint-Aignan

P6

## MOUVEMENTS

### Serge Quaranta



Changement d'ère à la présidence des CMN de Cherbourg où Serge Quaranta, ex-délégué territorial d'Engie pour la Normandie, succède à Pierre Balmer qui était en poste depuis 30 ans.

### François Dehaine



Matthieu Millet quitte ses fonctions opérationnelles au sein du groupe Remade in France. Il est remplacé à la présidence exécutive par François Dehaine, ancien cadre de Nexans.

### Delphine Robin

Consultante chez KPMG et membre du Ceser Normandie, Delphine Robin prend la suite d'Audrey Aussibal à la direction du pôle Hippolia.

### Frédéric Moncanq de Saint-Aignan

Le président du cluster maritime français prend également la présidence de l'ENSM.

### Sophie Le Bricquier

L'adjointe de Marc Maouche, délégué régional d'Orange, prend la suite de Didier Pezier à la présidence de Normandie Incubation.

## Consécration pour l'usine Renault de Cléon au World Economic Forum

Ce sont en quelque sorte les Oscars de l'usine du futur. Après le site Schneider Electric du Vaudreuil (27) l'an dernier, c'est au tour de l'usine Renault de Cléon d'être consacrée par le Forum Économique Mondial au titre des dix «usines phares» (ou *lighthouses*) à la pointe des technologies de la quatrième révolution industrielle. Cela s'est passé lors du sommet de Dalian en Chine.

Sélectionné parmi un millier d'autres, l'établissement dirigé par **Javier Bernaldez** est le seul français à monter sur ce podium où l'on trouve beaucoup d'Asiatiques. «*C'est le premier site industriel automobile à être reconnu en France*» se rengorge le constructeur dans un communiqué. Le site voit récompensé sa mutation vers l'industrie 4.0 : tablettes connectées, cobots, formations en réalité

virtuelle, automatisation des tâches répétitives... «*Cléon a équipé la totalité de 57 hectares de bâtiments en wifi, permettant ainsi la remontée d'informations et la mise en place de processus entièrement automatisés comme le full kitting ou la traçabilité complète des organes*» rappelle Renault.

Le trophée vient également conforter l'écosystème 4.0 mis en place autour de l'usine elbeuvienne pour mobiliser la sous-traitance et les start-ups normandes autour des enjeux de l'industrie intelligente et du développement des moteurs électriques.

**Nota : pour mémoire, le site a produit 760 000 moteurs et 370 000 boîtes de vitesse, l'an dernier.**

## Remade reconstruit aussi sa gouvernance

Conforté par un nouvel apport en capital de ses actionnaires à hauteur de 50 millions d'euros (qui fait suite à la levée de fonds de 125 millions réalisée il y a un an), le groupe manchois Remade repense sa gouvernance opérationnelle. Son fondateur, **Matthieu Millet** quitte ses fonctions exécutives pour devenir président du Conseil d'administration.

Il est remplacé à la présidence du groupe par **François Dehaine**, un ingénieur Estaca, anciennement directeur général d'une business unit du câblier Nexans. Deux administrateurs indépendants chevronnés font, par ailleurs leur entrée au CA, issus pour l'un d'Orange Europe et pour l'autre d'Apple. «*Remade entame une nouvelle phase de croissance*», commente son nouveau président.

## Le pavillon occitan flotte sur Loxos

Ils avaient tout pour s'entendre : une fabrication certifiée 100 % bleu, blanc, rouge et une expertise reconnue dans le domaine très exigeant de la petite enfance.

Le spécialiste calvadosien du mobilier de puériculture, Loxos rejoint le groupe aveyronnais Finadorm plus connu au travers de sa filiale, Mathou, leader français de l'aménagement de crèches. **Juliette Frapinat**, actionnaire majoritaire et PDG de Loxos, prend également la direction de Mathou à la faveur de cette acquisition.

**Nota : implanté à Orbec depuis trente ans, Loxos fournit 5 000 crèches et plus de 500 maternités.**

## Plus de 3 000 créations d'emplois nettes au premier trimestre

Positif. La Normandie a continué de créer des emplois entre janvier et mars, selon le dernier baromètre des Urssaf qui atteste de 3 160 créations nettes. Soit une hausse de 0,4 % légèrement supérieure à celle du trimestre précédent, mais légèrement inférieure à la moyenne française.

Seuls cinq bassins d'emplois sont en repli : Coutances, Saint-Lô, Flers, L'Aigle et Lisieux (très faible pour ce dernier).

À l'inverse, la situation reste toujours très bien orientée dans le bassin de Cherbourg qui affiche la plus forte hausse du début de l'année (+1,2 %).

Quant au secteur d'activité le plus dynamique, il s'agit sans conteste de l'hébergement restauration qui a créé à lui seul près d'un tiers des emplois nouveaux du premier trimestre (950). Un chiffre qui vient corroborer les bons résultats du tourisme.

**Nota : la prime exceptionnelle post GiletsJaunes a fait bondir de plus de 2 % la masse salariale sur la même période, indiquent les Urssaf. Sans prime, celle-ci n'aurait augmenté que de 0,8 %. Idem pour le salaire moyen par tête en hausse de 1,8 % avec et de 0,5 % sans.**

## Comment le Perche entend remédier à l'errance administrative

Des agents «bilingues» qui parlent la langue de l'administration et celle du français moyen, plusieurs points de contact où les rencontrer et l'assurance pour l'usager de ne pas être promené de guichet en guichet... C'est la promesse de l'expérimentation dénommée Services Publics + (SP+), qui vient d'être lancée dans le Perche par la préfète de l'Orne, **Chantal Castelnot**.

En gestation depuis novembre 2018, sa philosophie ressemble à s'y méprendre à celle des Maisons France Services qu'**Emmanuel Macron** a promis de développer à l'issue du grand débat. Preuve que la question de la proximité et du déménagement des territoires était dans les esprits bien avant que le mouvement des Gilets Jaunes ne le propulse sur le devant de l'actualité.

Le Perche est le troisième (et dernier) territoire choisi par la direction interministérielle à la transformation publique pour tester cette nouvelle forme d'organisation après Béthune -pour les villes moyennes- et l'un des quartiers en politique de la ville du Grand Lyon. Sa vocation ? Lutter contre l'errance administrative qui affecte souvent les usagers résidant hors du cœur des métropoles.

### En pratique

Depuis la fin du mois de juin, les habitants de l'interco Cœur de Perche peuvent s'adresser à la vingtaine d'agents volontaires SP+ spécialement formés pour assurer des permanences «pluridisciplinaires» dans une petite dizaine de lieux : mairies, maisons de services publics et agence MSA.

L'idée est simple sinon neuve. Il s'agit de permettre aux usagers d'obtenir auprès d'un seul interlocuteur et auprès d'un guichet unique une réponse à tous leurs problèmes administratifs qu'il s'agisse de santé, de logement, d'emploi, de retraite, d'allocations familiales, de maladie, de précarité...etc.

Pour remplir leur mission, les agents SP+ du Perche peuvent faire appel aux seize partenaires (Carsat, CAF, Pôle Emploi, collectivités...) du dispositif et à la nouvelle messagerie interne Administration + censée répondre en quatre jours aux sollicitations, y compris aux situations d'urgence. Suivie de près par **Édouard Philippe** qui l'a initié, l'expérimentation durera six mois au terme desquels elle pourrait être généralisée. Bilan en décembre.

## Le plan de lutte contre la pauvreté est signé en Seine-Maritime

**Pascal Martin** a signé cette semaine avec le préfet Durand la convention qui doit décliner, en Seine-Maritime, le plan de lutte contre la pauvreté annoncé par le chef de l'État en 2018. État et Département y consacreront chacun un peu moins de 1,3 million d'euros dès cette année : une somme qui devrait augmenter les années suivantes.

La convention prévoit notamment que plus aucun jeune suivi par l'Aide Sociale à l'Enfance ne sorte sans une solution de logement.

Autres mesures importantes, le doublement du nombre d'allocataires du RSA accompagné par Pôle Emploi (de 2 000 à 4 000 en 2021) et le renforcement de la prévention des expulsions pour impayés de loyers sur une courbe ascendante dans le département.

Le texte acte enfin la généralisation des démarches de premier accueil social et la mise en place d'une expérimentation autour des «référénts de parcours».

## Bruxelles donne le Go au Canal Seine Nord

«Une étape très importante» applaudit Elisabeth Borne. La Commission européenne a adopté cette semaine la décision d'exécution du futur réseau fluvial Seine Escaut dont le gros «morceau» est constitué des 107 km du Canal Seine Nord. Ce feu vert était indispensable pour déclencher le financement, par l'UE, de la moitié de ce chantier à 4,5 milliards d'euros.

La société de projet attendra toutefois pour déboucher le champagne que l'État français dise, à son tour, comment il entend financer le milliard d'euros promis par Emmanuel Macron au CSNE.

Une mission placée sous l'égide de Bruno Le Maire doit, en théorie, rendre ses conclusions en juillet.

## Avant le Brexit...

Les mouvements sociaux dans le détroit et le fait que les Britanniques jouent les hamsters en vue du Brexit profitent aux ports de Caen, Dieppe et Cherbourg jusqu'ici.

Le syndicat mixte Ports de Normandie fait état d'une progression assez nette des échanges avec le royaume de sa gracieuse majesté depuis janvier.

À fin mai, le trafic de marchandises avec l'Angleterre avait augmenté de 6,5 % et celui avec l'Irlande de plus de 7 %.

Nota : la mise en service entre Cherbourg et Dublin du WB Yeats, navire XXL de la compagnie Irish Ferries, est pour partie responsable de l'embellie des échanges avec l'Irlande.

# A Rouen, les vertus émulsifiantes du Village by CA

Les entreprises «classiques» viennent s'y acculturer à l'agilité, les start-ups y chercher des conseils auprès de mentors ou d'experts. L'accélérateur rouennais du Crédit Agricole est devenu un carrefour d'échanges fécond depuis qu'il a emménagé dans l'un des bâtiments totem quais de Seine. Si le Village coûte plus qu'il ne rapporte à la banque verte, il a des propriétés revigorantes sur son image.

Deuxième du nom en Normandie après celui de Colombelles lancé en 2016, le Village by CA rouennais a été inauguré en février 2017 dans des locaux provisoires.

Il n'a posé ses valises en bord de Seine qu'un an plus tard mais le monde économique n'a pas tardé à trouver le chemin du premier étage du Hangar 107, se félicite **François Tinel**, directeur des entreprises au Crédit Agricole Normandie Seine et président du Village.

«Cet endroit est fidèle à sa vocation : être un lieu de passage et de brassage».

## L'écosystème villageois

L'accélérateur abrite aujourd'hui la centaine de salariés de dix-neuf start-ups autour desquelles gravitent autant de partenaires. Des institutionnels qui interviennent en soutien de ces jeunes pousses : ordre des experts comptables, ADN, BPI, grandes écoles, CCI...

Et des groupes ou PME «mentors» qui y apportent de l'argent et surtout du temps : Oril Industries, Nexira, Candor, Sphere, Vinci, Dalkia, PGS, Lhotellier...

**Nota :** le Village se finance pour un quart par les loyers des start-ups et pour le reste avec les contributions des partenaires (Crédit Agricole compris) et les recettes de locations des espaces réceptifs.

## Les super pouvoirs de la machine à café

À première vue, tout ce petit monde trouve son compte dans cet écosystème que ses «habitants» disent propice aux fertilisations croisées.

La cohabitation est bonne conseillère, observe **Cédric Naintre**, co-fondateur de Demenagerfacile.com. «En cas de problème, on trouve toujours un collègue expert autour de la machine à café». **Guillaume De La Rue**, créateur de Eventbots, est d'accord. «On échange beaucoup de tuyaux entre nous sur les levées de fonds par exemple».

L'intéressé vante aussi l'effet réseau suscité par le lieu. «Nous avons rencontré beaucoup de grands groupes, Bouygues, Dalkia ou Vinci, auxquels nous n'aurions pas eu accès autrement».

Même analyse chez Siatech, une autre jeune pousse rouennaise. «La confrontation avec des partenaires expérimentés ou des clients potentiels nous permet d'avancer plus facilement», note son PDG **François Hamain**.

## «Un échange bilatéral»

Les relations ne se nouent pas à sens unique. Les entreprises «marraines» semblent également tirer bénéfice de cette plongée dans l'univers des startuppeurs. Pour l'instant, elles ont toutes reconduites leur contrat de partenariat d'une année sur l'autre.

C'est un véritable lieu d'échange bilatéral, souligne **Christophe Schumer**, vice-président du groupe de BTP Lhotellier. «Venir ici, c'est projeter notre entreprise dans cette nouvelle réalité économique et confronter nos modes de management à ces nouveaux modes de pensées».

## Un environnement inspirant

Au Crédit Agricole, l'accélérateur est aussi vu comme un moyen d'implémenter les méthodes agiles des start-ups dans l'organisation corsetée de la banque. «Leur capacité à pivoter pour mieux s'adapter aux usages bouscule nos process très structurés centrés sur la sécurité», indique François Tinel. «Nos équipes s'en sont inspirées, par exemple, pour concevoir le concept des agences Local by CA».

Cerise sur le gâteau. Là où le blason de la banque verte a perdu de son lustre, l'étendard du Village se révèle plus porteur. «On transforme notre image, nos événements sont d'ailleurs beaucoup plus fréquentés qu'avant» constate son président. De quoi compenser des comptes déficitaires.

## Les premiers oiseaux s'envolent du nid

Les contrats étant signés pour deux ans, deux premières jeunes pousses viennent de quitter le Village by CA pour emménager à proximité :

Siatech et Eventbots, toutes deux en phase de levée de fonds.

Elles sont remplacées par trois nouveaux arrivants, sélectionnés parmi

une dizaine de candidats : Kidsplace, Be Smart Edu et VBkam/tibtop.

## Les planètes s'alignent dans l'éolien marin LM Wind accélère à Cherbourg...

Regain de confiance dans la filière des énergies marines rassurée par les preuves d'amour données par le gouvernement à l'éolien offshore.

Démonstration avec le fabricant de pales LM Wind qui vient de revoir à la hausse ses intentions d'embauches pour l'usine de Cherbourg.

La filiale de GE, qui a déjà créé 120 postes en 2018, annonce vouloir finalement procéder à 200 recrutements d'ici la fin de cette année. Soit cinquante de plus que ce qui avait été annoncé un mois plus tôt. Le site recherche essentiellement des opérateurs de production afin de préparer le lancement de la fabrication en série des gigantesques pales (107 mètres) qui équiperont l'Haliade X, l'éolienne de 12 MW de GE.

## ... et Siemens Gamesa sent enfin le vent tourner au Havre

Un vent d'optimisme souffle aussi chez Siemens Gamesa après que le conseil de surveillance du port du Havre a avalisé le bouclage du dernier tour de table pour le financement des travaux d'aménagements du quai Johanès Couvert.

Signe que la confiance est revenue, l'entreprise devrait lancer, dans les jours qui viennent, un premier appel d'offres en vue de sélectionner le consortium qui construira son usine de pales et de nacelles. Peu à craindre du «plombier polonais», promet le groupe qui assure que les sous-traitants normands auront leur part du gâteau.

«Comme pour l'usine de Hull (GB) où nous avons fait travailler 45 entreprises du bassin, nous serons très attentif au contenu local des offres s'agissant des fournisseurs de rang 2 et 3. Je peux même affirmer qu'il sera déterminant» jure **Cédric Turnaco**, porte-parole de Siemens Gamesa France. Les candidats sont prévenus.

Quant à la décision finale d'investissement, elle devrait intervenir en milieu d'année prochaine dès qu'un (ou plusieurs) des cinq parcs français que Siemens Gamesa doit équiper seront purgés de tous les recours. S'agira-t-il de Saint-Nazaire, de Fécamp ou de Dieppe/Le Tréport ? Qu'importe pour Cédric Turnaco. «Notre calendrier industriel couvre la totalité des scénarios, y compris si deux parcs partent en même temps».

**Nota : la course au gigantisme se confirme. L'usine havraise sera dimensionnée pour produire des machines jusqu'à 10 MW. Et plus si affinités, peut-on penser.**

## Le Cotentin acculturé à l'atome

Il ne s'agit pas à proprement parler d'une surprise. Les habitants de la pointe du Cotentin se montrent plus bienveillants que la moyenne des Français à l'égard de l'industrie nucléaire. C'est ce que démontre un sondage commandé par Orano à BVA. L'institut a interrogé, en avril, 2 400 Français, dont 300 habitants de la partie nord de la Manche.

Résultat : 71 % des riverains des usines de La Hague et de Flamanville perçoivent le nucléaire comme un atout (contre seulement 47 % en moyenne nationale) et une immense majorité considère que les sites sont sûrs et bien entretenus.

Sur les vertus de l'industrie de l'atome, les positions sont plus contrastées.

Les résidents du Cotentin reconnaissent surtout sa capacité à créer des emplois (79 % contre 56 % en France).

En revanche, moins de la moitié des 300 sondés considèrent que le nucléaire contribue à lutter contre le réchauffement climatique, ni plus ni moins que la moyenne nationale. Et seulement 1 % juge qu'il a un impact positif sur le rayonnement et l'image de la région.

En résumé, les Manchois ne mordent pas la main qui les nourrit mais ne l'embrassent pas non plus.

**Nota :** autre chiffre intéressant de cette enquête qui concerne cette fois l'ensemble de la région. Les Normands sont, en effet, bien plus nombreux que les habitants d'autres régions à penser que le nucléaire est une énergie chère à produire (79 % vs 68 %). Il est vrai qu'eux entendent souvent parler du calamiteux chantier de Flamanville.

Interviews vidéo

## Les Trophées de l'économie normande



À Rouen, Grenouille Rouge propose des sacs de rangement, cabas, et objets de décoration.



Les sablés d'Asnelles (14), un petit biscuit au beurre qui sent bon la tradition.

# Frédéric Moncanq de Saint-Aignan

Président de l'École nationale supérieure de la marine marchande (Le Havre)

The right man at the right place, disent les anglo-saxons. Dans son cas, difficile de penser à une erreur de casting. Le nouveau conseil d'administration de l'ENSM vient de porter à sa présidence un Normand, ce qui fera plaisir aux Havrais, mais surtout l'un des meilleurs connaisseurs français de la *marmar* et du monde de la mer dans toutes ses composantes. Et l'un de ses plus ardents défenseurs.

Combien de fois cet apôtre de la croissance bleue, qui appelle à l'avènement d'une «*thalassocratie*», n'a-t-il pas tempêté contre l'absence de stratégie maritime de nos gouvernants ?

«*La Chine construit tous les quatre ans l'équivalent de la flotte française*» a-t-il coutume de rappeler pour signi-



fier l'urgence de fixer un cap. Vertu qu'il reconnaît d'ailleurs au gouvernement d'Édouard Philippe.

Reconduit il y a quelques jours - à l'unanimité- à la tête du Cluster maritime français, l'ex-pilote de Seine

rouennais formé à l'Hydro de Sainte-Adresse s'assied donc aussi aux commandes des quatre établissements que chapeaute l'ENSM : Le Havre, Saint-Malo, Marseille et Nantes. Pas pour y faire de la figuration, soyons-en sûr.

Le futur directeur général (qui devrait être nommé prochainement pour succéder à Patrice Laporte) trouvera face à lui un président stratège qui appelle à «*une plus grande internationalisation*» et souligne l'importance d'une «*diversité des cursus*». Car Frédéric Moncanq rêve à une «*académie de la mer*» qui ne formerait pas seulement des Officiers de la marine marchande, mais aussi des ingénieurs pour les énergies marines ou des experts de la protection de l'environnement marin.

## LU CETTE SEMAINE

Le Parisien [29/06]

### «Édouard Philippe à la reconquête du Havre»

On a beaucoup vu cette semaine le Premier ministre dans la ville dont il a été maire. Depuis les déboires de son successeur, il s'échine pour y garder sa mainmise en vue des municipales. Il perdrait beaucoup de crédit si Le Havre quittait le port En Marche.

Le JDD [30/06]

### «De l'énergie à l'embouchure des fleuves»

La rencontre entre l'eau douce et l'eau salée au niveau d'un estuaire peut générer de l'électricité. Des chercheurs sont parvenus à doper les rendements de ces batteries naturelles.

Le Journal des Arts [03/07]

### «Un musée Fernand Léger- André Mare à Argentan»

La ville normande célèbre deux enfants du pays en créant un musée dans la maison de Fernand Léger. Le parcours présente en sept salles les années de formation, les tâtonnements face aux avant-gardes, le traumatisme de la Grande Guerre, et l'amitié entre le peintre cubiste et André Mare, précurseur de l'art déco.

#### La Lettre EcoNormandie

Adresse : Hangar 107 - Hall A 107 Allée François Mitterrand CS 41095  
76174 ROUEN CEDEX - tél. : 02.35.14.56.37 - N° ISSN 2551-0304

Abonnement à : lalettre@presse-normande.com Cette édition au format PDF : 10 euros.

Président de la SAS et directeur de la publication : Romuald Uzan Rédactrice en chef : Nathalie Jourdan

## AGENDA

### Lundi 8 juillet

- Clôture de l'enquête publique sur l'extension de l'usine Orano de La Hague.
- Élection du président de la ComUE Normandie Université.

### Vendredi 12 juillet

Cherbourg, Naval Group. Cérémonie de lancement du premier sous-marin de la série des Barracuda, Emmanuel Macron pressenti.

### Vendredi 26 juillet

Dernier numéro de la Lettre EcoNormandie avant la trêve estivale. Prochaine édition le 30 août.

### Samedi 27 juillet

Mise en service des trois lignes du nouveau tramway de Caen.